

Le Burundi exhorté à remplir les exigences des bailleurs de fonds

Source Xinhua Le président de la Cour des Comptes du Burundi, Elysée Ndaye, recommande au Gouvernement de remplir dans les meilleurs délais les conditions exigées par ses partenaires techniques et financiers afin de mobiliser les fonds promis à Genève pour le financement du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Lutte contre la Pauvreté, deuxième génération (CSLP II). La Cour des Comptes invite les ministres techniques à «appréhender suffisamment tôt les études des projets à présenter» et au département en charge des marchés publics à «les planifier et les passer sans retard», a déclaré mercredi Elysée Ndaye, au cours d'une séance de présentation commentaire sur le projet du Budget de l'Etat, exercice 2013.

Un aperçu synoptique montre que les dons en termes de ressources budgétaires 2013 sont estimés à plus de 645 milliards de Fbu (environ 422 millions USD), soit une hausse de 23,3% par rapport à 2012. Les dons sur projets avec financements extérieurs s'élèvent quant à eux à plus de 553 milliards de Fbu (370 millions USD), les dons reçus des administrations publiques bilatérales à plus de 135 milliards (90 millions USD) et les dons en capital reçus des organisations internationales à plus de 417 milliards de Fbu (278 millions USD). Lors de la conférence des bailleurs de fonds du Burundi tenue à Genève les 29 au 30 octobre dernier, ces derniers ont accepté de financer le CSLP II à hauteur de 2,6 milliards de dollars au moment où le gouvernement a planifié 2,1 milliards de dollars pour la mise en œuvre de ce CSLP II.